

Article 31 du Règlement

• (1410)

Huit ans plus tard, les résultats de la politique nationale des conservateurs en matière de construction navale sont évidents. L'engagement pris relativement au programme de brise-glace Polar 8 au chantier naval Versatile Pacific n'a pas été respecté. L'engagement pris de construire des sous-marins au Québec ou au Nouveau-Brunswick n'a pas été respecté. Les renflouements et les fermetures de la Marine Industries Limited complètent les résultats de la soi-disant politique de construction navale du gouvernement.

Les constructeurs de navires de la région atlantique exigent que le gouvernement prenne ses responsabilités et adopte une série de mesures complètes afin de faire en sorte que leur industrie soit compétitive. Il faut augmenter la taxe sur les navires construits à l'étranger. Il faut accroître le soutien accordé aux chantiers navals de moindre importance, tels que les cales de halage de Dartmouth. Il faut que le Canada devienne un chef de file en ce qui a trait à la technologie de construction de navires en eau froide, et il faut créer un climat favorable aux investissements, afin de réduire le pourcentage de navires construits à l'étranger, qui s'élève actuellement à 90 p. 100.

Monsieur le Président, j'exhorte le gouvernement à agir maintenant.

* * *

[Français]

LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE

M. Jean-Pierre Hogue (Outremont): Monsieur le Président, l'annonce faite avant-hier, en cette Chambre, par le ministre de l'Emploi et de l'Immigration et le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur nous situe vraiment dans la réalité présente et dans le troisième millénaire dans lequel nous entrerons dans quelques années.

La province de Québec n'a aucune raison de penser qu'il y aurait quelque intrusion que ce soit dans quelque domaine que ce soit. Des critères et des démarches d'excellence ne peuvent finalement qu'aider, tant les provinces que l'ensemble du pays, à répondre adéquatement aux nouveaux défis.

D'ailleurs, dans bien des domaines des sciences et de la pratique de l'art, ces critères existent et les institutions, comme les individus, n'en sont que meilleurs. Les économistes, tout comme l'étude du professeur Porter, nous ont livré le même message.

La prospérité du Canada, monsieur le Président, passe par la connaissance adéquate et les ressources humaines bien gérées. La recherche de la productivité n'est pas une simple vision de l'esprit, c'est une conclusion qui découle de l'évolution de notre société.

[Traduction]

LA YOUGOSLAVIE

M. Steve Butland (Sault Ste. Marie): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui relativement à la crise qui persiste en Croatie. L'agression persistante menée par l'armée fédérale est tout à fait inacceptable. Des milliers de Croates continuent de vivre dans des conditions misérables, sans nourriture adéquate ni eau propre. Des milliers de personnes ont été blessées et tuées, et un grand nombre d'autres craignent pour leur vie.

Une aide humanitaire doit être accordée immédiatement et sans plus d'ingérence. Des sites internationalement reconnus de la culture croate, notamment la ville de Dubrovnik, sont la cible d'actes de vandalisme absurdes.

L'armée fédérale doit arrêter son agression et se retirer immédiatement de la Croatie. Un grand nombre de résidents de ma collectivité ainsi que des personnes qui ont de la famille en Croatie ont organisé une levée de fonds afin de fournir une aide humanitaire. Ces personnes se sentent impuissantes et frustrées face à la violence qui persiste dans cette région.

Le gouvernement fédéral peut apaiser cette frustration et cette anxiété en mettant sur pied une ligne d'information 1-800 relativement au conflit qui sévit en Croatie. Les Canadiens ont le droit de savoir ce qui arrive à leurs êtres chers. J'invite le gouvernement à mettre immédiatement sur pied un tel service.

* * *

LES TAUX D'INTÉRÊT

M. Garth Turner (Halton—Peel): Monsieur le Président, aujourd'hui, le *Globe and Mail* a publié un article pour me prendre à partie parce que j'ai soulevé la question des taux d'intérêt des cartes de crédit à la Chambre. Prenant parti pour les banques, le journal a une fois de plus tenté de me discréditer.

C'est normal, mais les lecteurs du *Globe and Mail* doivent comprendre qu'il faut aller au-delà de la guerre que le journal mène depuis longtemps contre un ancien journaliste d'affaires rival. Il y a pire, le *Globe and Mail* omet certains faits et en falsifie d'autres. Pourquoi était-il en faveur des taux d'intérêt actuels des cartes de crédit, qui atteignent près de 20 p. 100, alors que le taux préférentiel est à 8,5 p. 100? Pourquoi ne publie-t-il pas que l'Association des consommateurs du Canada souhaite la tenue d'une enquête au sujet de ces taux? Pourquoi le *Globe and Mail* écrit-il aujourd'hui que j'ai appuyé les mesures de contrôle des prix lors de la présentation de la